



Saint-Martin, le 19 mars 2013,

Pôle de développement durable

**Consultation de l'ARCEP :
Marché des services de capacité
Projet de décision de prolongation de la décision n° 201 0-0402
– Bilan et perspectives**

Observations formulées par la Collectivité de Saint-Martin :

La Collectivité de St-Martin constate tout d'abord que les documents graphiques de cette consultation publique ne concernent que la France métropolitaine et la Corse, ce qui laisse à penser que l'Outre-mer en général et les Antilles en particulier ne sont pas au centre des préoccupations de l'ARCEP, même si les dernières pages du rapport abordent brièvement les prestations de circuits interurbains territoriaux entre la Métropole et l'Outre-Mer, en signalant la desserte de notre île par plusieurs infrastructures : East Caribbean Fibre System, Global Caribbean Network et SMPR-2 (la mention de la desserte par Americas 2, à l'article 6.2.1.3 étant erronée).

1-L'ARCEP propose la prolongation de la décision n° 2010-0402 en date du 8 avril 2010 portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

En clair, l'ARCEP souhaite repousser à juillet 2014 la définition des marchés pertinents.

Certes, cela pourrait permettre à l'ARCEP de « prendre le temps de la réflexion », mais n'allons-nous pas perdre encore un an dans la course du numérique ?

Pour l'Outre-mer en particulier, cette décision de 2010 n'avait, semble-t-il, pas bien évalué tous les enjeux et s'était limitée à la logique suivante : s'il y a plus d'un câble sous-marin, alors il y a concurrence, donc l'ARCEP ne doit pas intervenir.

Mais cette décision a abouti à un binôme d'opérateurs qui ralentit de fait le développement numérique de Saint Martin (et de Saint Barthélemy).

2-Prestations de débit inférieur à 10 Mbit/s

L'engorgement du réseau local cuivre et sa faible maintenance en Outre-mer forcent les opérateurs d'Outre-mer à souscrire auprès de l'opérateur traditionnel des offres liaisons louées (les seules disponibles) qui sont des offres beaucoup trop élevées.

La Collectivité de Saint-Martin ne partage donc pas l'avis de l'ARCEP qui consiste à dire que tout va « tellement bien » que ce n'est pas grave s'il ne se passe rien pendant une année.

3-Prestations de débit supérieur à 10 Mbit/s

Les efforts de régulation ne sont pas suffisants, et les débits supérieurs à 10 Mbit/s sont des offres qui sont onéreuses et difficiles à mettre en place, avec des mises en service qui peuvent prendre plusieurs mois et même plusieurs années.

4-Circuits interurbains intra- et interterritoriaux

S'agissant des circuits interurbains interterritoriaux, utilisés principalement pour le raccordement de collectivités d'outre-mer isolées, l'Autorité n'a pas observé d'évolution du marché susceptible de nécessiter, d'ici au 1^{er} juillet 2014, une modification du cadre défini dans la décision n° 2010-0402.

L'offre sur St-Martin est à 110€/Mbps soit l'une des plus chères au Monde. Comme elle n'a pas varié depuis 2010, l'Autorité n'a pas observé d'évolution, mais celle-ci aurait pu l'être à la baisse !

Le tarif de raccordement des collectivités d'Outre-mer est inadmissible, et l'ARCEP doit à notre sens mener une action identique à celle qu'elle a menée sur la TA mobile. L'ensemble des opérateurs doit être considéré comme « dominant » sur leur marché et les équipes de l'ARCEP doivent se pencher sur la construction du coût de la bande passante et forcer les opérateurs vers la baisse de leur tarif.

Enfin, pourquoi la Collectivité de Saint Martin qui a contribué à la construction des câbles sous-marins, n'est-elle jamais consultée par l'ARCEP ?

En conclusion, nous demandons que les problèmes spécifiques de la Collectivité de Saint-Martin soient reconnus et que de bons outils de régulation des communications électroniques soient rapidement mis en place pour permettre l'attractivité et la compétitivité de notre territoire et assurer notre développement socio-économique.



René-Jean Duret,
Ingénieur ESTP-IAE,

Expert de la coopération technique Internationale,
Conseiller territorial de la Collectivité de Saint-Martin,
chargé des équipements publics au Pôle de Développement durable
(Tel. 06 90 77 60 19 –courriel : rené-jean.duret@com-saint-martin.fr)